

## « Quand j'ai rencontré Kabila en 2006, je croyais qu'il apporterait autre chose, aujourd'hui, il s'est fourvoyé » — Actualite.CD

By Rédaction Actualité.cd

**Your Rating**User Rating: 0 ( 0 votes )

Marie Arena, députée du Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen, s'est montré très critique à l'égard de Joseph Kabila.

*« J'ai rencontré beaucoup de décideurs africains qui se disent progressistes, socialistes ou de gauche, mais quand on creuse un peu, on se rend compte que les valeurs ne sont pas respectées. Il n'y a pas de redistribution des richesses. Vous savez, moi j'avais rencontré Kabila en 2006. Cette année-là, je croyais vraiment que le personnage Kabila et ce qui allait être autour de lui allaient apporter autre chose à la RDC. Et on a été déçu parce que quelqu'un qui portait soit disant les valeurs de changement, de redistribution, s'était complètement fourvoyé. Et donc, moi je ne suis pas de ceux qui pensent que parce que vous avez une étiquette de parti progressiste que vous allez défendre ces valeurs. On doit juger les gens sur pièce, en fonction de ce qu'ils font réellement », a-t-elle dit dans une interview accordée à ACTUALIT.CD en marge de la semaine africaine organisée du 25 au 28 septembre à Bruxelles par son groupe parlementaire.*

Elle a réitéré sa volonté de voir la RDC connaître une alternance politique.

*« Aujourd'hui, le Gouvernement de Kabila n'a pas pour objectif de changer le bien-être de la population. C'est pour ça que je ne suis pas favorable que cela continue dans la mesure où c'est enfreindre la constitution et quand on regarde la situation de la population aujourd'hui, c'est une catastrophe. C'est pour cela qu'il faut du changement », a-t-elle ajouté.*

Très active aux côtés notamment de Cécile Kyenge sur la question congolaise, Marie Arena est députée européenne belge S&D, membre des Commissions Commerce international (INTA), Emploi (EMPL) et Droits de la femme/Egalité des genres (FEMM). Elle avait participé à la rédaction de la résolution du Parlement européen demandant des sanctions ciblées contre certains dirigeants congolais.